

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

établi en application du Code de la commande publique

Prestations de lutte contre les nuisibles

Université de Strasbourg

Direction des Finances – Département Achat Marchés

Table des matières

ARTICLE 1 : Objet du marché.....	3
ARTICLE 2 : Nuisibles cibles.....	3
Article 2.1 : Dératisation	3
Article 2.2 : Désinsectisation	4
Article 2.3 : Elimination de nids de guêpes et de frelons	4
ARTICLE 2 : Allotissement	4
ARTICLE 3 : Prestations attendues	5
Article 3.1 : Dératisation (lot 1 et lot 2).....	6
Article 3.1.1 : Dératisation préventive	6
Article 3.1.2 Dératisation curative	7
Article 3.2 : Désinsectisation (lot 1 et lot 2)	8
Article 3.2.1 : Désinsectisation préventive	8
Article 3.2.3 : Désinsectisation curative.....	10
Article 3.3 : Prestations complémentaires de sécurisation (lot 1 et lot 2).....	11
Article 3.4 : Elimination de nids de frelons et de guêpes (lot 3)	12
ARTICLE 4 : Organisation des interventions.....	13
ARTICLE 5 : Clauses de confidentialités	13
ARTICLE 6 : Considérations environnementales et sociales.....	14
ARTICLE 7 : Plan de prévention	14
ARTICLE 8 : Règlementations applicables et documents à remettre	15

ARTICLE 1 : Objet du marché

Le titulaire assure la **dératisation** et la **désinsectisation** des bâtiments de l'Université de Strasbourg et de leurs abords.

Le titulaire est par ailleurs tenu par un **devoir de conseil**. En effet, lors de chaque visite, le titulaire doit vérifier l'adéquation des moyens déployés avec les besoins actuels. De même, le titulaire doit dispenser tout conseil utile au pouvoir adjudicateur afin de réduire la présence des nuisibles, dont notamment sur les pratiques inadaptées ou sur la sécurisation des éventuelles voies d'intrusion par exemple.

A titre accessoire, des petits travaux de sécurisation des voies d'intrusion peuvent être commandés au titulaire.

Lieux d'exécution :

Les prestations sont exécutées, quel que soit le lot concerné, sur les sites du pouvoir adjudicateur. La localisation de l'ensemble des sites peut être consulté sur : <https://www.unistra.fr/fr/carte>

Le titulaire doit faire preuve de réactivité et de flexibilité pour s'adapter aux contraintes de chaque site.

ARTICLE 2 : Nuisibles cibles

La lutte contre les nuisibles doit toujours s'effectuer dans le respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

Le titulaire a la possibilité de constituer un groupement avec d'autres opérateurs économiques pour répondre à la présente consultation. Les sous-traitances sont également autorisées, mais toute sous-traitance doit être déclarée au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit faire preuve de diligence et suivre l'évolution de l'écosystème des territoires dans lesquels sont situés les sites du pouvoir adjudicateur.

Exclusions :

Du fait des spécificités liées aux interventions et en raison des caractères rare et aléatoire de la survenance des besoins, est expressément exclue du présent marché, les prestations de lutte contre les :

- Fouines ;
- Punaies de lit ;
- Pigeons.

Article 2.1 : Dératisation

Les prestations de dératisation visent à principalement lutter contre les espèces de rongeurs présentes en **milieu urbain**, dont notamment les (liste non exhaustive) :

- Mus Musculus (souris grise) ;
- Rattus Rattus (rat noir) ;
- Rattus norvegicus (rat brun) ;
- Eliomys Quercinus (lérot) ;
- Talpa (taupe).

Le titulaire devra néanmoins être en mesure de traiter les espèces de rongeurs présentes en milieu urbain telles que les Arvicola amphibius (campagnol), les Apodemus Sylvaticus (Mulot sylvestre), les Glis glis (Loir), etc.

Toutes les espèces citées ci-dessus sont visées à la fois dans le cadre de la lutte préventive que dans le cadre de la lutte curative.

Article 2.2 : Désinsectisation

Les prestations de désinsectisation visent à principalement lutter contre les espèces d'insectes et de non-insectes présentes en **milieu urbain**, dont notamment les (liste non exhaustive) :

- Blattoidea (blatte/cafard) ;
- Diptera (mouches) ;
- Culicidae (moustiques) ;
- Isopoda (cloporte) ;
- Arthropoda (mille-pattes) ;
- Lepisma (poisson d'argent) ;
- Arachnida (araignées, acariens) ;
- Vespidae (guêpes et frelons).

Le titulaire devra également être en mesure de lutter contre les espèces moins présentes en milieu urbain telles que les Aphidoidea (pucerons), les Caelifera (locustes), les Phryganeidae (porte-bois), etc.

Le titulaire devra être en mesure de traiter ces nuisibles, quel que soit leur stage de développement (œufs, larves, adultes, etc.).

Dans le cadre de la lutte préventive de désinsectisation, le titulaire doit assurer la protection des sites contre les insectes de l'ordre des Blattodea, soit les blattes, les cafards américains, etc.

Dans le cadre de la lutte curative de désinsectisation, le titulaire doit assurer l'élimination des infestations en fonction des besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur.

Article 2.3 : Élimination de nids de guêpes et de frelons

Les prestations de retrait de nids ou de ruches visent à complètement retirer du site du pouvoir adjudicateur, les nids et ruches ainsi que les insectes installés dans ces derniers.

Les espèces visées sont notamment les (liste non exhaustive) :

- Vespula vulgaris (guêpe commune) ;
- Vespula germanica (guêpe germanique) ;
- Vespa mandarinia japonica (frelon géant) ;
- Vespa velutina (frelon asiatique) ;
- Vespa crabro (frelon européen).

NB : Lorsqu'aucun nid n'est identifié sur les sites, la lutte préventive contre les éventuels guêpes et frelons relève du lot 2 du présent marché.

ARTICLE 3 : Allotissement

Le présent marché est constitué de 3 lots :

- Lot 1 : Suivi préventif et traitement curatif des bâtiments de l'Université de Strasbourg ;
- Lot 2 : Suivi préventif et traitement curatif de la plateforme SILABE et de l'IGBMC ;

- Lot 3 : Élimination des nids de frelons et de guêpes.

Le lot 1 concerne les prestations de dératisation et de désinsectisation des sites de l'Université de Strasbourg, à l'exception des sites compris dans lot 2 du présent marché.

L'ensemble des sites couverts dans le cadre du lot 1 peut être consulté dans le document « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du lot 1 ».

Le lot 2 concerne les prestations de dératisation et de désinsectisation du site de la plateforme SILABE (Simian Laboratory Europe) et du site de l'IGBMC (Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire).

- SILABE : Situé au Fort Foch, lieu-dit « zu Griesheimer Strasse », la plateforme SILABE abrite une population de primates soit en semi-liberté dans des grands parcs, soit, dans le cas d'espèces fragiles, dans des cages à compartiments intérieurs et extérieurs. En raison de présence d'espèces non-cibles vivant en semi-liberté dans l'environnement immédiat de ce site, une vigilance accrue est portée sur le traitement à déployer notamment en extérieur du site ;
- IGBMC : Situé au niveau du parc d'innovation à Illkirch-Graffenstaden, l'IGBMC est un laboratoire de recherche multidisciplinaire. L'IGBMC comprend notamment l'ICS (Institut clinique de la souris), une plateforme majeure pour la recherche en génomique et médecine translationnelle. En raison de la sensibilité et des spécificités liées aux activités du site, une vigilance accrue est portée sur le traitement à déployer.

NB : Le périmètre des lot 1 et lot 2 est susceptible d'évoluer dans le temps, à la hausse comme à la baisse. La modification des fréquences ainsi que l'ajout ou le retrait de bâtiment feront l'objet d'un avenant au présent marché.

Le lot 3 concerne les prestations d'élimination de nids de frelons et de guêpes, sur l'ensemble des sites de l'Université de Strasbourg.

Les interlocuteurs opérationnels des 3 lots sont (planification conjointe, transmission de rapports, commande, facturation, etc.) :

Lot	Responsable Unistra	Courrier électronique	Téléphone
Lot 1	Service prévention sécurité environnement (SPSE)	spse-nuisibles@unistra.fr	+33(0)3 68 85 08 05
Lot 2	SILABE	jennifer.jund@silabe.com	+33(0)3 88 56 78 55
	IGBMC	pessaros@igbmc.fr	+33 (0)3 88 65 32 59
Lot 3	Service prévention sécurité environnement (SPSE)	spse-nuisibles@unistra.fr	+33(0)3 68 85 08 05

ARTICLE 4 : Prestations attendues

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié et ainsi parfaitement maîtrisé l'ensemble des pièces du présent marché.

Dans le cadre des lot 1 et lot 2, il est attendu du titulaire une **lutte préventive** sur les sites inclus dans la DPGF du lot concerné : détection des nuisibles et traitement de dératisation et de désinsectisation des bâtiments de l'Université de Strasbourg nécessitant un suivi annuel suite à des infestations récurrentes ou des obligations réglementaires.

Il est également attendu du titulaire une **lutte curative**, sous forme de traitements de dératisation et/ou de désinsectisation des sites du pouvoir adjudicateur nécessitant des interventions ponctuelles en cas d'infestation saisonnière, accidentelle, etc.

La lutte curative peut intervenir dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Traitement curatif d'un site non-inclus dans le cadre de la lutte préventive ;

- Traitement curatif d'un site inclus dans le cadre de la lutte préventive, mais dont les moyens déployés s'avèrent insuffisants.

S'agissant des lot 1 et lot 2, à l'issue de la visite, le candidat doit remettre dans son offre :

- Un plan de lutte pour chaque site ;
- Un planning prévisionnel pour chaque site ;

Les interventions doivent s'effectuer en respectant les engagements pris par le titulaire dans son offre.

Dans le cadre du lot 3, il est attendu du titulaire une **lutte curative** sous forme de traitements et d'élimination des nids de guêpes et de frelons, et de la colonie d'insectes installée dans les nids.

Article 4.1 : Dératisation (lot 1 et lot 2)

Pour le traitement préventif des sites inclus dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), le titulaire intervient selon les fréquences indiquées dans la DPGF correspondante.

Les interventions s'effectuent selon le plan de lutte établi. Et dans le cadre de son devoir de conseil, le titulaire doit, tout au long du marché, faire preuve de diligence afin de suggérer toute proposition d'amélioration.

Article 4.1.1 : Dératisation préventive

Lors de chaque passage, le titulaire doit au minimum effectuer les opérations suivantes :

- Le contrôle des pièges, et le remplacement de ces derniers si nécessaire ;
- Le ramassage éventuel des cadavres de rongeur et leur élimination ;
- La transmission d'un rapport ou d'une fiche d'intervention.

Dans le cadre de la lutte préventive de dératisation, le titulaire est tenu par **une obligation de moyens**. Ainsi, le titulaire doit effectuer les passages et les traitements selon les exigences des cahiers des charges et de son offre.

Les passages doivent être effectués selon le planning prévisionnel transmis au pouvoir adjudicateur, le planning peut être actualisé si nécessaire. Le nouveau planning annuel doit être transmis au pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant l'échéance du planning prévisionnel en cours d'exécution.

Dans le cadre de l'exécution des passages préventifs, le titulaire doit observer une logique cohérente d'intervention, ainsi, les passages doivent être espacés de manière homogène afin que les délais entre 2 passages ne soient ni trop proches ni trop espacés.

De même, le titulaire doit s'organiser de manière optimisée afin de regrouper ses déplacements et ses interventions.

Afin que le titulaire puisse s'organiser de manière optimale et de faire face aux aléas, une tolérance de +/- 5 jours ouvrés maximum est accordée au titulaire dans le cadre de l'exécution du planning prévisionnel (sans porter préjudice à l'espacement cohérent des passages).

Dans tous les cas, le titulaire doit confirmer par écrit la date et la plage d'horaire de son passage au moins 5 jours ouvrés au pouvoir adjudicateur. Une fois le créneau confirmé, il n'y a plus de tolérance d'écart.

Les pièges utilisés doivent toujours être des postes sécurisés (par exemple : boîtiers fermés) et signalés conformément à la réglementation en vigueur, afin d'éviter tout accident humain.

Des **pièges léthaux** et de préférence multi-capture doivent être utilisés même à des fins de détection. Ainsi, l'utilisation d'appâts placébos est en principe exclu.

Les pièges de type « glue » ou gel sont acceptés uniquement dans les locaux dans lesquels leur utilisation ne génère pas une nuisance sonore aux usagers du site (exemple : local technique fermé et éloigné des locaux fréquentés par des usagers), en tenant compte de l'intervalle des interventions du titulaire.

Le traitement préventif comprend toutes les opérations nécessaires pour maintenir la salubrité des locaux, dont notamment le déplacement du titulaire, la fourniture des moyens, la mise en place des moyens, le retrait des moyens antérieurs, le nettoyage et l'élimination des éléments apparents (cadavres, excréments, etc.).

Article 4.1.2 Dératisation curative

En cas d'infestation manifeste (notamment par la constatation de l'insuffisance des moyens préventifs déployés), relevée par le titulaire et/ou par le pouvoir adjudicateur, un traitement curatif est mis en place.

Le traitement curatif a pour objectif l'élimination complète des nuisibles sur un site infesté, en employant notamment des traitements biocides. Lors de chaque passage curatif, les traitements sont mis en œuvre en fonction du type d'infestation à traiter, le traitement curatif comprend toutes les opérations nécessaires pour rétablir la salubrité des locaux, dont notamment le déplacement du titulaire, la fourniture des moyens, la mise en place des moyens, le retrait des moyens en fin de traitement curatif, le nettoyage et l'élimination des éléments apparents (cadavres, excréments, etc.).

Dans le cadre de la lutte curative de dératisation, le titulaire est tenu par une **obligation de résultat**. Ainsi, le titulaire doit parvenir à l'éradication des nuisibles cibles.

Les traitements curatifs doivent nécessairement respecter l'ensemble des réglementations en vigueur, dont notamment les produits autorisés, délais, durée de protocole, etc.

L'intervention curative s'effectue selon le devis établi par le titulaire sur la base des moyens nécessaires à l'issue d'une visite de diagnostic.

Les moyens envisagés (nombre de pièges, nombre de passages, locaux à traiter, etc.) dans le cadre de la lutte curative doivent être adaptés à l'infestation constatée, ainsi, le traitement ne doit être ni insuffisant ni manifestement excessif.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations dans le cadre des prestations préventives (passage manquant, passage en retard par rapport au planning annuel, pièges non renouvelées, etc.), un traitement curatif aux frais du titulaire est déployé sur le site dont le manquement est constaté, quelque soit le nombre de passages prévu dans le cadre des prestations préventives. Ce traitement curatif aux frais du titulaire fautif est cumulable avec l'application d'éventuelle réfaction et pénalité.

Plan de traitement et devis

Le titulaire doit effectuer une visite-diagnostic du site dans un délai maximal de 48 h ouvrées à compter du signalement par le pouvoir adjudicateur. À l'issue de cette visite, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur un plan de traitement détaillé (zones à traiter, nombre de pièges, nombre et fréquence des contrôles, etc.) accompagné le cas échéant du devis dans un délai maximal de 48 h ouvrées.

Lorsque le traitement curatif est suggéré par le titulaire suite à un passage préventif notamment, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur un plan de traitement détaillé (zones à traiter, nombre de pièges, nombre et fréquence des contrôles, etc.) accompagné du devis.

À compter de la validation du plan de traitement et du devis le cas échéant, le titulaire doit exécuter le plan de traitement dans un délai maximal de 48 heures ouvrées.

Chaque plan de traitement curatif comprend au minimum les interventions suivantes :

- La mise en place des moyens toxiques ;
- Une première visite de contrôle à 7 jours calendaires (+/- 1 jour calendaire) de la mise en place des moyens.
- Une seconde visite de contrôle à 7 jours calendaires (+/- 1 jour calendaire) de la première visite de contrôle, et le retrait des moyens le cas échéant.

NB : Lorsque les passages tombent sur un jour non ouvré, les visites sont reportées au premier jour ouvré qui suit.

Les dates prévues dans le cadre des plans de traitement curatif ne bénéficient pas de délai de tolérance.

Les traitements curatifs doivent nécessairement respecter l'ensemble des réglementations en vigueur, dont notamment les produits autorisés, délais, durée de protocole, etc.

Période de garantie

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 45 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations curatives. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

Lorsque la lutte curative est réalisée dans un espace extérieur non fermé (ex : parking, espace vert, etc.), la durée de garantie est réduite à 30 jours.

Article 4.2 : Désinsectisation (lot 1 et lot 2)

Les prestations de désinsectisation des lot 1 et lot 2 ne comprennent pas l'enlèvement des nids de frelons et de guêpes, qui en raison de leurs spécificités, relève du lot 3 du présent marché.

NB : Le titulaire peut être amené à poser des pièges contre les frelons et les guêpes, si aucun nid n'a été repéré à proximité.

Article 4.2.1 : Désinsectisation préventive

Le titulaire assure au minimum les prestations suivantes :

- La fourniture de matériels et/ou la mise en place du traitement adéquat ;
- La destruction des insectes volants et/ou rampants avec un traitement alliant efficacité et sécurité ;
- L'élimination du matériel usagé (par exemple plaque de glue ou gel) ;
- La transmission d'un rapport ou d'une fiche d'intervention.

Dans le cadre de la lutte préventive de désinsectisation, le titulaire est tenu par **une obligation de moyens**. Ainsi, le titulaire doit effectuer les passages et les traitements selon les exigences des cahiers des charges et de son offre.

Organisation

Les passages doivent être effectués selon le planning prévisionnel transmis au pouvoir adjudicateur, le planning peut être actualisé si nécessaire. Le nouveau planning annuel doit être transmis au pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant l'échéance du planning prévisionnel en cours d'exécution.

Dans le cadre de l'exécution des passages préventifs, le titulaire doit observer une logique cohérente d'intervention, ainsi, les passages doivent être espacés de manière homogène afin que les délais entre 2 passages ne soient ni trop proches ni trop espacés.

De même, le titulaire doit s'organiser de manière optimisée afin de regrouper ses déplacements et ses interventions.

Afin que le titulaire puisse s'organiser de manière optimale et de faire face aux aléas, une tolérance de ± 5 jours ouvrés maximum est accordée au titulaire dans le cadre de l'exécution du planning prévisionnel (sans porter préjudice à l'espacement cohérent des passages).

Dans tous les cas, le titulaire doit confirmer par écrit la date et la plage d'horaire de son passage au moins 5 jours ouvrés au pouvoir adjudicateur. Une fois le créneau confirmé, il n'y a plus de tolérance d'écart.

Les pièges utilisés doivent toujours être des postes sécurisés et signalés conformément à la réglementation en vigueur, afin d'éviter tout accident humain.

Dans tous les cas, des **pièges léthaux** doivent être utilisés même à des fins de détection. Ainsi, l'utilisation d'appât placebo est en principe exclu.

Le titulaire doit ainsi appliquer des produits insecticides dans les locaux sensibles et tout autre point stratégique identifié.

Le traitement préventif comprend toutes les opérations nécessaires pour maintenir la salubrité des locaux, dont notamment le déplacement du titulaire, la fourniture des moyens, la mise en place des moyens, le retrait des moyens antérieurs, le nettoyage et l'élimination des éléments apparents (cadavres, excréments, etc.).

Après chaque intervention et pour chaque site, le titulaire doit envoyer un rapport d'intervention au pouvoir adjudicateur.

La désinsectisation préventive comprend également la fourniture et la maintenance des destructeurs électriques d'insectes volants (DEIV).

S'agissant de la fourniture des DEIV, en cas de nouveaux besoins ou de remplacement de DEIV défectueux, le titulaire fournit, installe et met en service des destructeurs électriques d'insectes volants (DEIV).

Le titulaire doit en principe proposer des DEIV employant des tubes UV de type « LED », jugés plus écologiques, les DEIV employant des tubes UV de type « néon » ne sont autorisés que sur justification.

Les prix de fourniture des DEIV sont ceux indiqués dans le BPU du titulaire.

À compter du jour de l'émission de commande, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés maximum pour procéder à l'installation des nouveaux DEIV.

Les DEIV acquis auprès du titulaire sont garantis durant au minimum 2 ans.

S'agissant de la maintenance des DEIV, le titulaire intervient une fois par an pour procéder à l'entretien et à la maintenance des destructeurs d'insectes afin de garantir leur bon état de fonctionnement (nettoyage de l'appareil, remplacement des tubes UV et des plaques le cas échéant, recyclage des tubes usagés, etc.).

Les sites concernés sont notamment l'Extension de Virologie, l'Institut de Bactériologie Virologie Parasitologie, le Restaurant du SFC, le EASE et l'IGBMC.

NB : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre acteur économique pour la fourniture et la maintenance des destructeurs électriques d'insectes volants (DEIV) notamment si les prix pratiqués par le titulaire sont supérieurs à ceux pratiqués par un autre acteur économique ou si le titulaire est en incapacité de fournir les pièces compatibles avec les DEIV préinstallés. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Article 4.2.3 : Désinsectisation curative

La désinsectisation curative d'un site infesté a pour objectif d'éliminer toute infestation constatée.

Dans le cadre de la lutte curative de désinsectisation, le titulaire est tenu par une **obligation de résultat**. Ainsi, le titulaire doit parvenir à l'éradication des nuisibles cibles.

Le titulaire assurera au minimum les prestations suivantes :

- La fourniture de matériels et/ou la mise en place du traitement adéquat,
- La destruction des insectes volants et/ou rampants avec un traitement alliant efficacité et sécurité,
- La transmission au d'une fiche d'intervention.

L'intervention curative s'effectue selon le devis établi par le titulaire sur la base des moyens nécessaires à l'issue d'une visite de diagnostic.

Les moyens envisagés (méthodes, locaux à traiter, etc.) dans le cadre de la lutte curative doivent être adaptés à l'infestation constatée, ainsi, le traitement ne doit être ni insuffisant ni manifestement excessif.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations dans le cadre des prestations préventives (passage manquant, passage en retard par rapport au planning annuel, pièges non renouvelées, etc.), un traitement curatif aux frais du titulaire est déployé sur le site dont le manquement est constaté, quel que soit le nombre de passages prévu dans le cadre des prestations préventives. Ce traitement curatif aux frais du titulaire fautif est cumulable avec l'application d'éventuelle réfaction et pénalité.

Plan de traitement et devis

Le titulaire doit effectuer une visite-diagnostic du site dans un délai maximal de 48 h ouvrées à compter du signalement par le pouvoir adjudicateur. À l'issue de cette visite, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur un plan de traitement détaillé (zones à traiter, nombre de pièges, nombre et fréquence des contrôles, etc.) accompagné le cas échéant du devis dans un délai maximal de 48 h ouvrées.

Lorsque le traitement curatif est suggéré par le titulaire suite à un passage préventif notamment, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur un plan de traitement détaillé (zones à traiter, nombre de pièges, nombre et fréquence des contrôles, etc.) accompagné du devis.

À compter de la validation du plan de traitement et du devis le cas échéant, le titulaire doit exécuter le plan de traitement dans un délai maximal de 48 heures ouvrées.

À l'issue de cette visite, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur un devis, accompagné d'un plan de traitement détaillé comprenant notamment :

- La méthode envisagée (exemple : pulvérisation, nébulisation, piégeage, etc.) et le nombre de pièges le cas échéant ;
- Les zones à traiter.

À compter de la validation du plan de traitement et du devis, le titulaire doit exécuter le plan de traitement dans un délai maximal de 48 heures ouvrées.

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 90 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations curatives. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

Lorsque la lutte curative est réalisée dans un espace extérieur non fermé (ex : parking, espace vert, etc.), la durée de garantie est réduite à 30 jours.

Les traitements curatifs doivent nécessairement respecter l'ensemble des réglementations en vigueur, les produits utilisés (notamment en cas de pulvérisation et de nébulisation) doivent être non nocifs aux usagers, aux espèces non cibles et à l'environnement.

Le traitement curatif comprend toutes les opérations nécessaires pour rétablir la salubrité des locaux, dont notamment le déplacement du titulaire, la fourniture des moyens, la mise en place des moyens, le retrait des moyens en fin de traitement curatif, le nettoyage et l'élimination des éléments apparents (cadavres, excréments, etc.).

Article 4.3 : Prestations complémentaires de sécurisation (lot 1 et lot 2)

Les prestations complémentaires de sécurisation ont pour objectif de rendre étanche les voies d'intrusion des nuisibles.

Ces travaux concernent notamment :

- Le rebouchage de trous par l'emploi d'une mousse expansive, cette mousse doit être coupe-feu si nécessaire ;
- La pose de bas de porte, de grilles ou de mailles/filets.

Dans le cadre des travaux de sécurisation, le titulaire est tenu par une **obligation de résultat**.

Les travaux de rebouchage sont garantis pendant au minimum 3 ans ; les installations en plastique sont garanties pendant au minimum 2 ans, et les installations en métal sont garanties pendant au minimum 5 ans.

En cas de détérioration (hors vandalisme) ou de perte d'étanchéité durant la période de garantie, le titulaire est tenu de procéder aux réparations ou au remplacement sans coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

Les tarifs pratiqués sont ceux indiqués dans le BPU du titulaire.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le titulaire doit présenter des propositions de sécurisation lors qu'il estime que ces derniers sont nécessaires, notamment lors des interventions préventives.

Le pouvoir adjudicateur peut également être à l'initiative de ces demandes. À compter du jour de la demande, le titulaire dispose d'un délai maximum de 10 jours ouvrés pour procéder à une visite sur site et pour la remise d'une proposition sous forme de devis détaillé.

À compter de l'acceptation de la proposition, le titulaire exécutera les travaux commandés dans un délai maximum de 20 jours ouvrés. Ces travaux peuvent notamment être concomitants à l'exécution d'une prochaine prestation préventive ou curative.

NB : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre acteur économique pour effectuer les travaux de sécurisation, notamment si les prix pratiqués par le titulaire sont supérieurs à ceux pratiqués par un autre acteur économique. Ainsi, le principe d'exclusivité du titulaire ne s'applique pas à ces prestations complémentaires.

Article 4.4 : Élimination de nids de frelons et de guêpes (lot 3)

Le lot 3 a pour objectif l'élimination des nids de frelons et de guêpes ainsi que des insectes installés dans les ruches.

Dans le cadre de l'élimination de nids de frelons et de guêpes, le titulaire est tenu par une **obligation de résultat**. Ainsi, le titulaire doit parvenir au retrait complet et intégral des nids et des ruches, et à l'éradication des insectes installés dans ces derniers.

Le titulaire doit faire usage de produits et de méthodes adaptés (poudrage, pulvérisation, nébulisation, fumigation, piégeage, etc.) permettant in fine le retrait et la destruction du nid ou de la ruche.

La neutralisation des insectes ainsi que le retrait du nid doivent en principe s'effectuer par l'utilisation de perche télescopique. L'intervention de nacelle ou de cordiste doit être dûment justifiée par des circonstances exceptionnelles (exemples : angle inaccessible, hauteur exceptionnelle de 15 mètres ou plus, etc.).

Les tarifs pratiqués sont ceux indiqués dans le BPU du titulaire.

Délais d'intervention

À compter du signalement d'un besoin d'intervention par le pouvoir adjudicateur, le titulaire doit intervenir dans un délai maximal de 48 heures ouvrées pour effectuer une visite préalable s'il le juge nécessaire, de même, il doit émettre un devis durant ce même délai.

Compte tenu de l'urgence de l'intervention, la confirmation du devis vaut bon de commande, qui pourra être émis ultérieurement si nécessaire.

À compter de la confirmation de la commande, le titulaire dispose d'un délai de 24 heures ouvrées pour procéder au retrait des nids.

Période de garantie

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 30 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations curatives. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

Article E 5 : Organisation des interventions

En principe, le titulaire est accompagné par le personnel du pouvoir adjudicateur durant ses interventions. Mais le pouvoir adjudicateur peut également autoriser le titulaire à intervenir sans la présence de son personnel.

Luttes préventives

Sur la base du calendrier prévisionnel établi, pour chaque site et pour chaque passage, le titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur de sa venue **au moins 5 jours ouvrés à l'avance** en précisant le jour et la plage horaire (amplitude de 4 h maximum).

Dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du marché, le titulaire devra, conformément aux réglementations en vigueur, remettre au pouvoir adjudicateur un plan de lutte préventive, précisant notamment la localisation des postes.

Luttes curatives

Le titulaire exécute les interventions selon les modalités fixées dans le cadre du devis ou du plan de traitement. En cas de réintervention non prévue initialement (exemple : période de garantie), le titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur de sa venue **au moins 5 jours ouvrés à l'avance** en précisant le jour et la plage horaire (amplitude de 4 h maximum).

Petits travaux et fournitures de DEIV

Le titulaire exécute les interventions selon les modalités fixées dans le cadre du devis.

Élimination de nids de guêpes

Le titulaire exécute les interventions selon les modalités fixées dans le cadre du devis.

Rapport d'intervention

Quelque soit le lot et quelque soit l'intervention, le titulaire devra : transmettre un rapport d'intervention ou une fiche d'intervention au pouvoir adjudicateur (spse-nuisibles@unistra.fr), dans un délai de **5 jours ouvrés maximum** après chaque opération ou chaque passage. Ces rapports sont établis et transmis même si l'intervention a lieu dans le cadre d'une garantie et sans commande spécifique. La non-transmission de rapport vaut rejet de l'intervention, sauf en cas d'acceptation écrite du pouvoir adjudicateur.

Ces rapports peuvent être mis à la disposition du pouvoir adjudicateur sur un espace dématérialisé, dans ce cas, une notification devra être envoyée au pouvoir adjudicateur pour notifier la disponibilité d'un nouveau document.

En fin d'intervention et lorsque cela est possible, le technicien intervenant doit demander la validation de sa fiche d'intervention par un représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 : Clauses de confidentialités et connaissance des sites

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG FCS sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Le titulaire et son personnel affecté sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui concerne les renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire ou le candidat qui, à l'occasion de la consultation ou de l'exécution du présent marché, a reçu de l'Université de Strasbourg communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Le titulaire ou le candidat ne doit divulguer aucune information ni document qui résulterait de la consultation ou de l'exécution du marché à une tierce personne.

En cas d'intervention dans une zone à régime restrictif (ZRR), soit une zone à accès réglementé dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique national, le titulaire devra se conformer à toute obligation supplémentaire qui peut être mise en place par le Ministère ou par l'Université de Strasbourg.

Le cas échéant, le titulaire doit sans délai avertir le pouvoir adjudicateur de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée et engagée en cas de manquement à ces obligations, et notamment en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

Afin de pouvoir prendre une meilleure connaissance des sites du pouvoir adjudicateur, le candidat pourra accéder aux plans des sites du lot 1 via le lien suivant : <https://seafire.unistra.fr/d/e98e67d2ca6d4581a64d/>

Le mot de passe à utiliser est le : A0nuisiblesUnistra2026

Le candidat s'engage, par le fait de sa consultation de ces documents, à ne pas les diffuser en aucun cas et sous aucun prétexte.

Chaque candidat au lot 2 devra visiter chacun des 2 sites constituant le lot 2, les modalités sont précisées dans l'article 5.2 du Règlement de consultation (RC).

En participant à ces visites, le candidat s'engage à ne diffuser aucune information dont il aurait eu connaissance lors de ces occasions à toute tierce personne.

ARTICLE 7 : Considérations environnementales et sociales

L'Université de Strasbourg, attributaire du label « Développement durable et responsabilité sociétale », s'engage à favoriser la protection de l'environnement et à favoriser l'insertion sociale des personnes défavorisées.

Le candidat est invité à préciser dans son offre, ses engagements visant à préserver l'environnement et à

ARTICLE 8 : Plan de prévention

Dès notification du présent marché, le titulaire retenu devra contacter sans délai le Service prévention sécurité environnement (spse@unistra.fr) afin d'établir :

- Un plan de prévention global ;
- Des plans de prévention spécifiques aux sites (le cas échéant, si les spécificités le justifient).

ARTICLE 9 : Règlements applicables et documents à remettre

Le titulaire doit respecter l'ensemble des réglementations en vigueur dont notamment les réglementations communautaire, nationale et locale.

Le candidat devra joindre à son offre :

- L'agrément de la société pour l'exécution de prestations de dératisation et de désinsectisation ou équivalent ;
- Pour chaque agent intervenant : son certificat Certibiocide ou équivalent ;
- Le cas échéant, le Certificat individuel professionnel de produits phytopharmaceutiques Certiphyto ou CI-phyto ou équivalent ;
- Le cas échéant, toute autre certification non obligatoire dans le cadre du présent marché (ISO, HACCP, etc.) que le candidat souhaite porter à la connaissance du pouvoir adjudicateur.

Pour chacun des lots, le candidat doit obligatoirement joindre à son CRT :

- Les fiches techniques et fiches de données de sécurité concernant les produits et/ou équipements utilisés pour l'exécution des prestations ;
- Les fiches techniques de tout produit fourni par le titulaire au pouvoir adjudicateur (DEIV, grillages, mousse, etc.)